



**ARRETE N° 2020-17**

**Portant engagement de la procédure de modification simplifiée n°1 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Tarentaise Vanoise.**

**Le Président de l'Assemblée du Pays Tarentaise-Vanoise,**

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.143-9, L.143-16, L.143-29, L.143-32, L.143-33, L.143-37 et L.143-38 ;

**Vu** la délibération n°2017\_12\_01 du comité syndical du SCoT Tarentaise Vanoise en date du 14 décembre 2017 portant approbation du SCOT Tarentaise Vanoise ;

**Considérant** que le SCOT Tarentaise Vanoise présente dans ses pièces des cartographies indiquant des zones d'activités sur la station du Val d'Isère, alors que sur le terrain il s'agit dans les faits de secteurs de stationnement, de logements, d'hôtels et d'équipement sportifs.

**Considérant** que ces erreurs ont pour conséquence, au regard des prescriptions du SCoT afférentes, de bloquer toute évolution de ces secteurs dans le PLU de la commune du Val d'Isère en cours d'élaboration, et peuvent potentiellement fragiliser la procédure.

**Considérant** que ces erreurs rentrent dans le champ de l'article L.143-37 du code de l'urbanisme, comme rectification d'une erreur matérielle, et qu'il convient dès lors de procéder à une modification simplifiée du SCOT pour les rectifier.

**Considérant** que l'ensemble des pièces du SCoT concernées par cette erreur matérielle pourront être rectifiées.

**ARRETE**

**Article 1er :**

En application des dispositions de l'article L.143-37 du Code de l'Urbanisme, une procédure de modification simplifiée du Schéma de Cohérence Territorial Tarentaise Vanoise est engagée.

**Article 2 :**

Conformément à l'article L.143-38 du Code de l'Urbanisme, avant la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée sera notifié aux Personnes Publiques Associées mentionnées par les dispositions des articles L.132-7 et L.132-8 du Code de l'Urbanisme.

**Article 3 :**

Conformément à l'article L.143-38 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-8 seront mis à disposition du public pendant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Les modalités de la mise à disposition seront précisées par délibération du comité syndical et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

**Article 4 :**

Conformément à l'article R.143-15 du Code de l'Urbanisme le présent arrêté fera l'objet d'un affichage durant un mois au siège de l'Assemblée du Pays Tarentaise Vanoise, au siège de la communauté de commune de Haute Tarentaise et à la mairie de la commune du Val d'Isère et d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Il sera inscrit au registre des actes administratifs et sera également transmis au préfet du département de la Savoie.

Fait à Moûtiers, le 28/10/2020

RECEPISSE



Le Président,  
Fabrice PANNEKOUCKE